

# FranceAgriMer

> Les synthèses de FranceAgriMer

juin 2013 • numéro

5

FRUITS ET LÉGUMES



PROSPECTIVE FILIÈRE  
FRANÇAISE DES FRUITS  
ET LÉGUMES



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil-sous-Bois cedex  
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

[www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)  
[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)



La filière des fruits et légumes frais, qui utilise 2 % des surfaces agricoles pour réaliser 12 % de la valeur de la production de la « ferme France », est régulièrement traversée par des épisodes de crise. Sensibilité de l'offre et de la demande au climat, rythme fluctuant des importations, substituabilité forte entre produits, le tout sur fond de recul, lent mais tendanciel de la consommation en frais brut au profit de celle de produits plus élaborés. Les modalités d'interventions conjoncturelles sur des produits périssables sont vite résumées : encourager la demande ou retirer les produits du marché du frais (transformation, destruction...). Les relations entre la production et la distribution sont fréquemment tendues, les facilités de gestion que s'est données la filière avec le système de « prix après vente », voire l'usage abusif des « refus qualité » sont vigoureusement contestées, notamment par les producteurs. Comment sortir de ce cycle épuisant et rompre ce cercle vicieux ? Interfel, interprofession qui rassemble et représente paritamment les collèges des organisations professionnelles de la production et de la distribution des fruits et légumes frais, a confié à FranceAgriMer, accompagné par l'IHEV de Montpellier SupAgro, la conduite d'une étude prospective. L'objet de cette étude est d'élaborer des scénarios pour l'avenir de la filière fruits et légumes qui puissent servir aux décideurs de la filière, en vue de l'élaboration de stratégies gagnantes. À l'automne 2009, un groupe est constitué pour réfléchir sur l'avenir à long terme de la filière française des fruits et légumes.

---

## La méthode utilisée

La méthodologie spécifique à la prospective n'a pas pour objet de prédire l'avenir mais de permettre d'anticiper différentes situations que l'on pourrait rencontrer, sans préjuger de leur caractère probable, souhaitable ou au contraire redoutable. Ces situations et les chemins qui y conduisent sont inscrits dans des « scénarios » qu'il s'agit de présenter aux commanditaires et décideurs. L'élaboration de ces scénarios incombe à des experts, qui sont identifiés et réunis, et dont les compétences diversifiées sont croisées dans un contexte de liberté de parole et d'efforts constants de compréhension mutuelle. Le groupe d'experts, dénommé « cellule d'animation » de la prospective a compté 19 membres. Il s'est réuni 17 fois en deux ans avec une bonne assiduité (75 % de taux de présence aux réunions en moyenne), malgré une actualité parfois pressante. La cellule d'animation était constituée de trois chercheurs, quatre experts de l'administration et 12 professionnels (salariés de structures professionnelles ou professionnels de la filière au sens strict, principalement celle des fruits et légumes frais, mais aussi celle des transformés).

Le travail a été mené avec la méthode SYSPAHMM (système, processus, agrégat d'hypothèses, micro et macros scénarios) formalisée par Michel et Clementina Sebillotte à l'Inra. Il a débuté par la construction d'une représentation commune du système (flux produits, acteurs...) et de la problématique. Une vingtaine d'exposés ont été effectués pour éclairer les thématiques porteuses d'enjeux pour l'avenir préalablement identifiées par le groupe. Ces présentations sont le support de la rédaction d'hypothèses dont l'expression en recto et en verso permet d'envisager différents futurs possibles.

87 hypothèses, jugées les plus déterminantes pour l'avenir de la filière, ont été sélectionnées. Ces hypothèses ne sont pas uniquement tendancielles. Elles incluent également des « signaux faibles » actuellement de faible ampleur mais jugés potentiellement porteurs de modifications sensibles de la trajectoire de la filière étudiée à l'avenir. Les relations d'influences / dépendances entre ces hypothèses considérées deux à deux ont été établies et utilisées pour regrouper les hypothèses les plus liées entre elles en agrégats ; ceux-ci constituent la trame des scénarios interdisciplinaires qui tiennent ainsi compte des liens entre les hypothèses et en valorisent les libellés recto et verso.

À l'issue de plusieurs étapes de réduction de la complexité, cinq scénarios contrastés d'évolution de la filière fruits et légumes à l'horizon 2025/2030 ont été écrits.

Ces scénarios ont été présentés lors de différentes réunions de travail au cours desquelles il a été demandé de réfléchir aux enjeux (qu'est-ce qui en jeu ? Qu'est-ce qu'on gagne/perd ?) et aux conséquences de chaque scénario. Ces ateliers ont été menés, par ordre chronologique, avec l'ensemble des chercheurs de l'Inra concernés, le Conseil d'administration d'Interfel, les administrateurs de la FNPF, le groupe des partenaires de Légumes de France, un groupe de réflexion stratégique de l'Unilet, la commission agroalimentaire de Felcoop, etc.



## Les thèmes abordés dans les scénarios

Les cinq scénarios pour la filière, présentés ci-après, ont en commun d'aborder des familles de questions. *In fine* chacune de ces cinq histoires correspond à une combinatoire unique de réponses apportées à ces familles communes de questions. Ces questions peuvent être structurées en trois thèmes :

- ceux relatifs au contexte général dans lequel évolue la filière fruits et légumes en abordant notamment la politique de santé publique, la politique agricole, le contexte énergétique et la nature des relations « ville-campagne »,
- ceux relatifs aux principales caractéristiques structurelles de la filière fruits et légumes et à son fonctionnement, décrivant notamment le positionnement des fruits et légumes relativement à la politique de santé publique, les acteurs sélectionnés et leurs relations avec la R&D et l'investissement en matière de ressources humaines (RH) spécifiques, ainsi que la politique nationale de rémunération des aménités,
- ceux relatifs, enfin, à l'offre de la filière fruits et légumes, traitant de sa segmentation pour répondre aux différentes demandes, tant en matière de produits qu'en matière de services au sens large.

## Propective Filière française des fruits et légumes : canevas des scénarios prospectifs

Contexte général	Filière fruits et légumes	Offre
Évolution de l'assurance santé	Position des F&L dans la ration alimentaire	Consommation des fruits et légumes <i>versus</i> extraction
Règles d'internationalisation des marchés (nature des normes OMC)	Investissement de la filière en formation et R&D	Gammes ( > poids du frais / transformé > prix / service > demande de produits bio, > marketing collectif origine France...)
Nature et ampleur des dérogations aux règles de concurrence	Facteurs de compétitivité (M-O <i>versus</i> mécanisation...)	
Évolution de la PAC (au plan financier, de la nature des interventions et du degré de prise en compte des spécificités sectorielles)	Types d'opérateurs sélectionnés	
Prix de l'énergie	Poids de l'interprofession «Rayon» de concurrence et circuit de distribution fruits et légumes	Devenir des ceintures vertes
Relation agriculture et société	Politique nationale complémentaire (rémunération des aménités de la filière, SCOT...)	Prise en compte des co-produits des fruits et légumes

## Scénario A : le triomphe du fonctionnel

Déficits publics à répétition, progression de l'individualisme et pression sociétale pour un « vieillir jeune » conduisent à une réduction de la prise en charge mutualisée des maladies. Les malades sont jugés responsables de leur état de santé. Ainsi, l'usage du tabac, l'obésité ainsi que les prédispositions génétiques sont-ils des facteurs d'augmentation des primes d'assurances maladies privées. Certains aliments (nutriments) dont les fruits et légumes, bénéficient dès lors d'un positionnement en tant que « quasi-aliment ».

Pour faciliter et sécuriser le commerce, à l'OMC, les États s'accordent sur des normes visant à réduire les risques environnementaux et les grands écarts sociaux. Les filières européennes en tirent un regain de compétitivité. Néanmoins, les échanges ne doivent pas être entravés, la concurrence doit rester la plus parfaite et être perturbée *a minima* par l'intervention publique. Les interprofessions ne sont pas dotées d'outils d'intervention sur les marchés. Sans aides, les exploitations les plus sensibles aux aléas souffrent.

Dans un tel contexte global, la filière valorise son investissement sur l'innovation et, en amont, sur la formation et la R&D, pour consolider sa compétitivité dans deux directions privilégiées :

- la productivité (contournement des possibles impasses techniques, développement de la mécanisation dans les exploitations spécialisées de grande taille, valorisation des co-produits et/ou sous-produits),
- le développement des produits-services (complémentation, sélection de variétés riches en substances actives, mais aussi praticité) soutenu par un marketing de l'offre efficace. Les signes environnementaux, dont le bio, banalisés, ne font plus recette.

En zone rurale, les conflits fréquents entre producteurs et « rurbains » conduisent à la disparition des ceintures vertes et à la création de structures de production compétitives, dans des zones agricoles spécialisées.

Ces évolutions techniques et la structuration de la filière permettent à la fois d'offrir aux consommateurs des produits-services élaborés d'origine française, à destination d'une clientèle aisée, et de livrer à la grande distribution (GD), via une logistique de massification et des entreprises multisites, des produits premiers prix d'origine mixte, français et importés.

## L'image en 2025/2030

Des territoires dédiés à la production éloignés des zones d'habitation, de grandes exploitations productives qui développent sans aides des filières de « co-produits », une offre de fruits et légumes de plus en plus élaborés, consommés pour leur effet sur la santé, complétée par des importations à bas prix.

### Enjeux et conséquences

- Concentration, mécanisation, séparation des territoires d'habitation et de production conduisent à une production efficace répondant à une demande de massification de l'offre.
- Quelles seraient les conséquences pour les usages non productifs de l'espace rural ?
- La consommation peut croître mais sur prescription, sans notion de plaisir.
- Il faut que les co-produits soient rentables.
- La filière se libère des aides publiques. Les pouvoirs publics se concentrent sur la coexistence des populations sur les territoires, la coordination des politiques et la cohérence des normes.



## Scénario B : proximité éco-conditionnelle

L'introduction de normes sociales et environnementales dans la réglementation des échanges internationaux et le maintien d'un budget pour des aides PAC éco-conditionnelles redonnent de la compétitivité aux filières européennes. Mais l'amélioration de l'efficacité logistique stimule les échanges sur la base d'avantages comparatifs, notamment climatiques. Ainsi, les industriels de la transformation et les distributeurs cherchent à importer à bas prix et les organisations de producteurs (OP), risquant d'être affaiblies par l'application stricte du droit de la concurrence, développent des entreprises multisites. Dans ces conditions, l'interprofession n'essaie plus de construire la notion d'origine France qui n'a plus ni soutien ni protagoniste, mais intervient sur l'équilibre du marché par du retrait au stade de gros.

Un tissu de petites structures, notamment périurbaines, peu mécanisées, se renforce et la vente en circuit court se développe au détriment de la grande distribution. La proximité facilite la cohabitation rurbain / producteurs. Elle favorise le développement de services (production d'énergie, insertion par le travail, séjours pour enfant...) et la valorisation de co-produits partiellement subventionnés par l'État. Ainsi, les débouchés non alimentaires (de la fourniture d'énergie à celle de matières actives pour l'industrie pharmaceutique) sont-ils bien valorisés grâce aux résultats de la recherche et à l'effort consenti par la filière fruits et légumes pour la formation et le recrutement de salariés qualifiés.

Ces compétences de la filière permettent également le développement et la promotion de services incorporés aux « unités de vente consommateur » pour faciliter la conservation, la préparation et la consommation des produits qui renforcent l'efficacité d'un usage des fruits et légumes comme aliment fonctionnel et répondent aux attentes de santé par l'alimentation.

Néanmoins, une demande de produits à bas prix subsiste : elle est satisfaite par la GD grâce au recours à l'import ou à une révision à la baisse des normes commerciales qui autorisent la mise en marché de produits de petits calibres ou présentant des défauts esthétiques.

## L'image en 2025/2030

Des aides publiques favorisent la conversion écologique de la filière qui met à profit les avancées de la R&D. La compétitivité logistique permet d'approvisionner à prix modérés les consommateurs disposant de faibles revenus avec des produits importés ou des produits provenant d'un tissu local d'exploitations diversifiées. Santé et praticité séduisent la demande solvable.

## Enjeux et conséquences

- La filière éclate géographiquement.
- L'interprofession, qui renonce définitivement à l'origine France, est néanmoins dotée de pouvoirs d'intervention (sur l'aval) et de contrôle.
- Les petites structures de production se développent en péri-urbain au détriment des zones spécialisées d'expédition et commercialisent en circuit court haut de gamme ou deviennent des « éco-musées »...
- Les grosses structures de production se délocalisent pour produire à destination de l'industrie de transformation.
- Quelle est la forme des OP multisites ? Un réseau d'OP ou une multinationale ? À voir en fonction du droit de la concurrence.
- La consommation santé donne-t-elle du plaisir ?
- Le multisite et le transformé font perdre la saisonnalité et la notion d'origine.
- Avec un standard environnemental minimal mondial, les pratiques changent-elles vraiment en profondeur ou seulement dans leur communication ?
- Beaucoup de contraintes, donc de contrôle.

## Scénario C : seul le transformé résiste

Au niveau international, le credo de la facilitation des échanges pour assurer le progrès prévaut sur fond de faible croissance économique et de hausse des coûts énergétiques. Cela conduit à chercher à alimenter les populations à bas prix, grâce à l'application stricte des règles de concurrence sans aides de la PAC, sans introduire de norme environnementale ou sociale dans les échanges et sans donner aux interprofessions de moyens d'intervention.

Malgré des prix du pétrole élevés et la possibilité théorique ainsi offerte d'un développement d'une production de proximité, le caractère intensif de la production agricole et les conflits d'usage qui en résultent, ainsi que la recherche de foncier agricole peu coûteux conduisent à une séparation entre les zones de production agricoles et les zones de consommation et d'habitat. La production de fruits et légumes se restructure loin des villes autour d'exploitations de tailles suffisantes pour être mécanisées et d'OP multisite approvisionnant la grande distribution grâce à une logistique de masse rationalisée.

Le divorce est consommé entre une agriculture de plus en plus intensive et une société qui n'en supporte pas les nuisances, condamnant les circuits courts de proximité.

La grande distribution fournit des produits premier prix d'importation.

Sous pression des assurances santé, essentiellement privées, qui fondent leurs primes sur le comportement des assurés, les consommateurs sont en demande de produits garantissant la santé et porteurs de services que la filière du frais, faute de coordination avec la R&D et d'investissement dans la formation, ne peut fournir. Les fruits et légumes transformés ont le champ libre pour répondre à la demande de santé et de praticité

### L'image en 2025/2030

Une production concentrée gagne en productivité pour répondre à une demande de produits toujours plus transformés achetés en GD. Faute d'innovation, les fruits et légumes frais, inaccessibles, ne répondent pas aux demandes de produits « santé » et « service », au bénéfice des transformés.

Le divorce entre agriculture et société nuit aux circuits courts. L'interprofession est faible.

### Enjeux et conséquences

- La recherche a été productiviste et a trouvé des variétés résistantes aux pathogènes et utilisant moins d'intrants (eau, engrais, pesticides).
- Des programmes de recherche ont avancé sur la détection de produits phytosanitaires.
- La France perd ses terroirs, son savoir produire, ses emplois.
- L'importation augmente. Les problèmes de déchets, de pollution sont aussi délocalisés.
- Restent en France les sièges sociaux des OP et les lieux de transformation s'il y a un enjeu de valeur ajoutée liée à l'origine.
- Les vitamines sont garanties, moyennant complémentation s'il le faut.
- Le soutien aux personnes les plus fragiles est dégradé par la privatisation de la santé mais l'offre à bas prix est accessible.
- Suppression des ministères de l'agriculture (faute de crédit) et l'environnement (faute de normes).



## Scénario D : le service limité en frais

Les politiques de tous les pays s'accordent pour privilégier l'accès de tous les consommateurs à l'alimentation à bas prix. Aucune norme sociale ou environnementale ne doit renchérir le coût de l'alimentation. Partout, l'importation est facilitée tant que le coût du transport des denrées reste inférieur au différentiel de coût de main-d'œuvre. En grande distribution, l'offre premier prix se peuple donc, d'une part, avec des produits importés par une logistique de plus en plus performante et, d'autre part, grâce à une révision à la baisse des normes commerciales. Cette situation n'avantage pas les exportateurs européens et encourage les organisations de producteurs à se structurer sur un modèle multisites pour assurer une meilleure présence sur les marchés.

Les politiques agricoles européenne et française soutiennent un tissu d'exploitations de petite taille, peu mécanisées, offrant des services en complément de leur production agricole, notamment en zone péri-urbaine, dans un climat harmonieux de cohabitation avec les autres habitants qui sont les premiers à s'approvisionner en direct ou en circuits courts plutôt qu'en grande distribution. Le droit de la concurrence admet certaines dérogations en matière d'entente quand il s'agit d'économiser l'énergie et les coûts de transports. Ainsi, l'interprofession dispose d'outils d'intervention économique pour organiser cette offre diffuse.

Les tarifs des assurances-maladie, différenciés selon les comportements des assurés et notamment leur alimentation, stimulent une demande pour les fruits et légumes motivée par les bénéfices pour la santé. Cependant, faute d'avoir suffisamment investi dans la formation et la valorisation de ses RH, la filière fruits et légumes ne parvient pas à saisir cette opportunité, pas plus qu'elle ne réussit à faire progresser l'accessibilité des fruits et légumes frais élaborés et porteurs de service ou à développer une offre non alimentaire. La demande santé se reporte vers les extraits de fruits et légumes élaborés par l'industrie.

## L'image en 2025/2030

Sans question à la recherche, la filière, peu dotée en RH, ne trouve pas de réponse à la demande santé/service. Les circuits courts tout comme la grande distribution proposent des gammes réduites. La compétitivité export de la filière est handicapée par l'absence de normes mondiales sociales et environnementales.

## Enjeux et conséquences

- L'offre est totalement banalisée, modèle scandinave, sans saisonnalité sauf en circuit court.
- Le circuit court se développe en économie de survie pour les producteurs, sauf si la recherche permet le développement de variétés et de techniques de culture nouvelles.
- Les consommateurs achètent leur dose d'extraits de fruits et légumes, en pharmacie pour ceux qui en ont les moyens.
- La production de masse est contractualisée avec l'industrie (pour la transformation) ou avec la grande distribution, sans intermédiaires.
- Les normes environnementales s'homogénéisent *a minima*.
- Les politiques publiques sont interventionnistes, vis-à-vis de consommateurs et en matière d'occupation du territoire.

## Scénario E : des fruits et légumes présents partout

Le rôle de l'alimentation dans la santé est mis en avant dans des préconisations qui privilégient des notions d'équilibre hebdomadaire, de variété, de plaisir et de comportement, sans mettre en avant ou stigmatiser une quelconque famille de produits. Pour trouver leur place dans cette approche, les fruits et légumes frais misent sur l'innovation, et en amont, sur la formation. Des liens étroits avec la recherche valorisent ses atouts et comble ses handicaps en incluant de plus en plus de services au consommateur (meilleure conservation, préparation plus facile...). De leur côté, les fruits et légumes transformés, pourvus depuis longtemps de nombreux attributs en termes de praticité, poursuivent leur développement au travers de l'extraction de substances actives. Les modes de valorisation des co-produits et plus largement les usages non alimentaires s'inscrivent dans des systèmes de production cohérents et rentables qui apportent des services à la société.

Afin d'apaiser les tensions sociales et climatiques, des normes sociales et environnementales sont ajoutées aux réglementations sur les échanges et ont pour effet de combler partiellement le déficit initial de compétitivité des entreprises fruits et légumes européennes. Dans la même logique, une PAC éco-conditionnelle et des spécificités sectorielles (diversité, sensibilité aux crises) en matière de droit de la concurrence sont maintenues.

Ainsi, les OP, qui ont opté pour un modèle mono-site de productions diversifiées valorisant les avantages territoriaux, et les interprofessions sont-elles dotées d'outils de régulation adaptés qui permettent :

- de sauvegarder une partie des petites structures d'exploitation, de développer à côté de la distribution de masse, des circuits alternatifs traditionnels ou innovants qui jouent sur les services, les signes de qualité et la proximité,
- de s'appuyer sur une logistique économe en termes de gaz à effet de serre,
- de promouvoir largement l'origine « France » comme un signe de qualité « ombrelle ».

### L'image en 2025/2030

Un commerce mondial tenant compte de normes sociales et environnementales et des règles de concurrence adaptées, une PAC éco-conditionnelle aident la filière à améliorer l'accessibilité des fruits et légumes et la valorisation des co-produits. L'industrie occupe le créneau santé. Le consensus sur le partage de l'espace rural facilite l'essor des ceintures vertes et de circuits de proximité sous conditions environnementales : le local organisé minimise la croissance du prix de l'énergie.

### Enjeux et conséquences

- Une agriculture plus diversifiée, avec une interface positive entre ville et campagne, une plus grande diversité d'espèces cultivées, des modes de production très variés.
- Un dynamisme de l'aval de la production qui propose aux consommateurs, tant en frais qu'en transformé, une plus large gamme de produits fruits et légumes avec de nombreuses innovations.
- Quel sera le devenir de la production de fruits et légumes dans les pays tiers (actuels ou futurs exportateurs) ? Question du développement dans ces pays.
- Filière très soutenue, au risque d'une dépendance aux aides.
- Mise au point de variétés efficaces (eau, engrais...).
- Mise au point d'outils de veille de la qualité sanitaire.
- Mise au point de techniques de valorisation des co-produits.
- La consommation de fruits et légumes est intégrée dans un régime varié, le plaisir est de retour.
- R&D active et RH de bon niveau construisent une filière intelligente.
- La recherche soutient les pouvoirs publics et la filière pour la mise en place de règles de gouvernance.



---

## Attitudes stratégiques et changement d'échelle

Les cinq visions scénarisées du futur de la filière française des fruits et légumes ne s'apparentent en rien à de la prévision. Elles proposent simplement des futurs possibles et crédibles sans considération de probabilité pour leur occurrence. Il appartient à Interfel et à ses familles professionnelles de se prononcer sur les attitudes à adopter vis-à-vis des scénarios en choisissant parmi cinq attitudes possibles :

- proactivité positive : agir dès aujourd'hui pour favoriser l'advenue du scénario ;
- proactivité négative : agir dès aujourd'hui pour défavoriser l'advenue du scénario ;
- réactivité anticipée : se préparer dès aujourd'hui à l'advenue du scénario ;
- veille : ce scénario doit être placé sous surveillance, pour savoir si son advenue se dessine au fur et à mesure du temps ;
- aucune attitude : ce scénario ne présente pas d'intérêt particulier.

C'est à partir de ce positionnement que pourrait s'engager une démarche stratégique. Une démarche de « changement d'échelle » est proposée à ceux qui souhaiteraient entreprendre un exercice complémentaire pour une région de production, une famille professionnelle, une filière produit voire une entreprise, sur la base d'une sélection des hypothèses de la présente prospective et de la création d'hypothèses spécifiques.

---

## Glossaire

**Alicament** : aliment fonctionnel. Fruit ou légume consommé en premier lieu pour ses vertus thérapeutiques (avérées ou supposées) mais pas pour le plaisir gustatif qu'il procure. Ce n'est pas un extrait concentré dans un médicament.

**Circuit court** : les circuits courts alimentaires sont définis, si l'on retient la prescription du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, comme les circuits de distribution impliquant 0 ou 1 intermédiaire entre le producteur agricole et le consommateur. Néanmoins, le concept de circuit court cherche à exprimer une proximité entre le producteur et le consommateur, qu'elle soit relationnelle (nombre d'intermédiaires) ou spatiale (distance parcourue entre lieu de production et lieu de vente).

**Entreprise multisite** : entreprise qui localise sa production en différents endroits (de France ou du Monde) afin d'occuper différents niveaux de la gamme ou différents moments du calendrier.

**Co-produit** : une production génère des produits, des co-produits et des déchets. Par exemple, la production de jus de raisin peut générer de l'huile de pépin comme co-produit et des rafles comme déchet. La valorisation des co-produits suppose une filière dédiée.

**Co-service** : concept inventé pour décrire des services non agricoles rendus par l'exploitation.

**Produit transformé** : à l'origine, la transformation a pour but de prolonger la conservation (salage, fermentation, appertisation...). Lavage, parage, épluchage ne sont donc pas de la transformation. La législation européenne considère qu'il y a « transformation » si et seulement si il y a chauffage du produit. Une framboise surgelée est un produit frais, un haricot vert surgelé qui a été blanchi avant la surgélation est un produit transformé. Les procédés de prolongation de la conservation sans passage par le chaud se multiplient (4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> gamme...) rendant la frontière frais/transformé de plus en plus floue pour le consommateur.

**Produit service** : produit frais mais pas brut, qui contient une part de service (lavage, épluchage, assortiment de plusieurs produits...). Implicitement, la transformation adjoint un service au produit frais.



